

ESPRIT

DIRECTEUR : EMMANUEL MOUNIER

15^e ANNÉE, — N° 133. — RUE JACOB, PARIS VI^e. — MAI 1947

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Presse d'argent ou presse partisane

PAR HUBERT BEUVE-MÉRY

L'avant-guerre.

ON a dressé de tels réquisitoires contre la « presse pourrie » d'avant-guerre et il est arrivé à la nouvelle presse de se montrer si décevante qu'on s'est pris parfois à douter du bien-fondé de certaines accusations. Pourtant, il est bien vrai que les licences du régime capitaliste permettaient à certains magnats de la presse de magnifiques spéculations sur le papier. Il est bien vrai que les Messageries Hachette disposaient d'un monopole de fait pour la distribution des journaux, monopole qui avait pu triompher de toutes les oppositions. La maison Hachette en tirait avec d'importants bénéfices une sorte de pouvoir régalien de censure ou de veto. Certes, on ne saurait dire que ce pouvoir ait été d'application courante, mais n'était-ce pas déjà beaucoup trop qu'il existât et que nul journal ne pût être mis en vente dans les kiosques, nul ouvrage ou nulle brochure dans les gares, contre le gré des Messageries distributrices ? Il est bien vrai que l'Agence Havas avec ses

HUBERT BEUVE-MÉRY

deux branches, information et publicité, constituait une formidable organisation qui n'excluait pas toutefois l'existence de divers offices chargés de répartir à bon escient certains gros budgets de publicité.

Et que dire des journaux, des grands journaux parisiens ? Vendus presque toujours à perte, ils ne pouvaient se rattraper que par des combinaisons plus ou moins répréhensibles. Pour peu qu'il eût suffisamment d'importance, un journal embarrassé pouvait toujours espérer trouver sans trop de peine des bailleurs de fonds : hommes d'affaires soucieux, en agissant sur l'opinion, d'amener le gouvernement et le parlement à des décisions qui leur fussent profitables, hommes politiques ou désireux de le devenir, s'efforçant d'incliner la presse au service de leurs ambitions, intérêts étrangers qui pouvaient par le moyen de journaux complaisants ou détrousser l'épargnant français ou fausser irrémédiablement chez leurs lecteurs le sens de l'intérêt national. Des exemples fameux ne sont pas encore si loin de nous. Qui ne se souvient de l'extravagante entreprise de François Coty, bon industriel mais déplorable journaliste, lançant *l'Ami du Peuple*, acquérant le *Figaro* et tentant à coups de dizaines de millions de se frayer un chemin vers d'importantes charges politiques ? Lorsque, en 1932, un syphilitique à demi fou abattit le président Doumer, André Tardieu, alors président du Conseil, vit tout le parti qu'il était possible de tirer d'un pareil drame à la veille des élections parlementaires. Aussitôt une campagne anticomuniste merveilleusement orchestrée se déclina dans toute la grande presse avec un luxe inouï de précisions, de preuves en apparence irréfutables. L'affaire n'en fit pas moins long feu. Mais lorsqu'un journaliste qui avait suivi toutes les phases de l'enquête policière — notamment en Tchécoslovaquie où l'assassin Gorgulov avait vécu dix ans — voulut ouvrir le dossier, tous les grands journaux parisiens se récuserent. Ils voulaient bien s'intéresser aux détails mélodramatiques ou croustillants de l'affaire qui n'en manquait pas, mais sur le fond du problème la consigne du silence était absolue.

Ce que pouvait se permettre le gouvernement français n'était pas interdit aux gouvernements étrangers. Qui fera jamais le total des budgets que leurs services de presse officiels ou officieux ont consacré à la presse française pour obtenir son appui ?

PRESSE D'ARGENT OU PRESSE PARTISANE

Le mal était devenu si endémique qu'un homme politique, parfaitement honnête et à qui pourtant les tentations, les sollicitations ne manquaient pas, me déclarait un jour : « Après tout, les journalistes sont comme des avocats qui plaident tantôt une cause, tantôt une autre... »

Étrange conception d'un journalisme qui devait, normalement, porter des fruits de plus en plus amers. Ce n'est évidemment pas par pure sympathie idéologique que la grande presse parisienne découvrit, tout à coup, les vertus du Duce et s'enthousiasma pour sa campagne d'Abyssinie. On vit même des académiciens braver les dangers de l'expédition pour se faire, avec toute l'autorité que de droit, les bardes du nouvel *Impero*. Bientôt ce fut plus grave encore. Hitler ne pouvait prétendre à la conquête de l'Europe et du monde qu'en abusant le plus longtemps possible ceux qui, en s'y prenant assez tôt, pouvaient sans trop de frais, le réduire à l'impuissance. La connivence, aveugle ou non, de telle ou telle grande banque, de tel ou tel haut personnage de l'État facilitait bien les choses. Il serait absurde de dire que la grande presse française était, avant Munich, au service de Hitler. Il ne le serait pas moins de nier que la campagne pour Munich n'ait été richement alimentée par une multitude de canaux occultes. Au total, il est bien vrai de dire que la grande presse française était, avant la guerre, assez largement pourrie.

Des rêves clandestins aux réalités de la libération.

La presse avait trop largement contribué à intoxiquer le peuple français avant la guerre, elle obéissait trop servilement pendant l'occupation aux maîtres allemands ou aux propagandistes de Vichy pour que les clandestins ne rêvassent pas, sur ce point comme sur bien d'autres, d'une révolution totale. Des journaux paraissaient alors dont le financement, la rédaction, l'impression restaient recouverts, il est vrai, d'un rigoureux anonymat. Mais ceux qui les finançaient, ceux qui les rédigeaient ou les composaient, ceux qui les colportaient et parfois ceux mêmes qui les lisaient, savaient qu'ils encourageaient délibérément la mort, voire mille morts. Pour n'être pas toujours très bourgeoise la caution n'était pas moins valable. Et on

HUBERT BEUVE-MÉRY

se prenait à rêver que de cette presse misérable mais si ardente, si héroïque, naîtraient des feuilles entièrement nouvelles ou plutôt que les feuilles clandestines surgissant brusquement au grand soleil de la libération garderaient longtemps, très longtemps la pureté et la générosité qui les avaient vues naître. Et l'on se préoccupait des mesures qu'il faudrait prendre alors pour empêcher tout retour offensif des titres déshonorés.

Mais déjà, çà et là, apparaissaient quelques-unes des difficultés de l'avenir. Il est de bon ton de vanter l'unité du peuple français dans la résistance. Et cela fut vrai, de toute évidence, par rapport à l'occupant. Mais les idées qui animaient ces résistants, les conceptions qu'ils pouvaient avoir de la France et de ses institutions au lendemain de la libération étaient souvent très différentes. L'extrême-gauche notamment préparait minutieusement son accession aux leviers de commande et la presse lui apparaissait, à juste titre, comme un des moyens les plus efficaces de la conquête et de la conservation du pouvoir. On vit donc un peu partout — et particulièrement dans le midi de la France — des formations de gauche et d'extrême-gauche, communistes ou de sympathies communistes, s'emparer d'un grand nombre de journaux. La politique dite du *Front National* que le parti communiste s'efforce de pratiquer partout en Europe quand il n'est pas assez fort pour s'imposer seul, battait alors son plein en France et le fait que des hommes tels que François Mauriac et Georges Duhamel se prêtaient à cette politique — indépendamment des raisons profondes qui les faisaient agir — montre assez l'ampleur du phénomène.

Il reste que le parti communiste était obligé de partager le pouvoir et d'accepter que le général de Gaulle en prit la direction. L'insurrection libératrice passée, on rentrait donc à nouveau dans un système, provisoire sans doute, mais qui s'efforçait de revenir le plus tôt possible à la légalité. N'était-il pas à craindre que ce retour nécessaire à la légalité ne fût exploité par les propriétaires de journaux que l'insurrection avait dépouillés ? Allait-on voir reflourir, après le court entr'acte de la libération, les anciens titres et les anciennes mœurs ?

Cela, nul ne le voulait au sein du gouvernement provisoire mais il n'était pas facile de fonder le droit nouveau. Pour les journaux passés au service de l'ennemi tels que *Le Matin* et *l'Œuvre*, ou fondés grâce à lui, tels que *Les Nouveaux Temps* et

PRESSE D'ARGENT OU PRESSE PARTISANE

Aujourd'hui, aucune difficulté. Mais pour une foule d'autres le cas était beaucoup moins net. Disposant du splendide immeuble de la rue Montmartre, les Allemands avaient lancé un *Paris-Soir* national-socialiste. Pouvait-on en tenir rigueur aux dirigeants du journal qui avaient tout de suite transporté à Lyon une rédaction où les résistants actifs étaient nombreux ? *Le Petit Parisien*, en rentrant à Paris après un court exode, avait rendu aux Allemands l'incalculable service de soutenir leur cause en termes assez prudents pour qu'un lecteur peu averti pût s'y tromper. Mais ses propriétaires se faisaient fort de prouver que l'opération avait été menée contre leur gré et qu'ils ne pouvaient être tenus pour responsables. Le *Journal* invoquait une activité de résistance indéniable. Le *Temps*, qui s'était supprimé au lendemain du sabordage de la flotte en novembre 1942, avait eu lui aussi ses résistants, ses héros et ses martyrs. Enfin, ni l'*Intransigeant*, ni l'*Excelsior*, n'ayant paru pendant la guerre, sur quel argument baser leur interdiction ? Du procès de la trahison on passait ainsi insensiblement à celui du capitalisme en général, du domaine de la justice répressive à celui de la révolution économique et sociale.

A des problèmes aussi compliqués ne pouvaient être apportées, avec la meilleure volonté, que des solutions assez largement arbitraires. Peut-être faut-il voir là une des raisons de l'acharnement dont une grande partie de la nouvelle presse fit preuve contre sa devancière. C'est en rappelant sans cesse que celle-ci était déjà « pourrie » bien avant la guerre qu'on pouvait créer à son endroit un climat assez défavorable pour que les questions de droit pur ne fussent pas examinées de trop près. La tentation était d'autant plus forte que l'évolution de la masse des lecteurs était restée très en retard sur celle des journaux et que si la clientèle n'avait pas boudé dans l'euphorie de la libération, il était cependant manifeste qu'elle ne suivait pas toujours.

Pour essayer de sortir peu à peu de cet imbroglio, le gouvernement avait posé un principe et institué une procédure. Le principe affirmait qu'il était impossible de maintenir indéfiniment la répartition politique des journaux telle qu'elle était apparue au lendemain de la libération. Il fallait tenir un plus large compte des goûts de la clientèle et permettre à chacune des grandes familles spirituelles — la formule fut lancée par

HUBERT BEUVÉ-MERY

M. Teitgen, alors ministre de l'Information — d'avoir des organes mieux en rapport avec son importance propre. Les nouveaux journaux, groupés dans le Syndicat de la Presse Parisienne et, à l'échelon national, dans la Fédération de la Presse, n'admirent jamais ce raisonnement, non plus que la procédure qui permettait de l'appliquer : l'autorisation préalable décernée par le ministre. En fait, les protestations de la Fédération de la Presse demeurèrent toujours assez platoniques. Les nouveaux journaux savaient fort bien qu'ils ne pouvaient instaurer à leur profit un privilège permanent et définitif. Ils savaient également que le retour à la liberté pure et simple risquait fort de jouer contre un assez grand nombre d'entre eux. Du reste, la pénurie de papier suffisait à trancher le problème : il fallait, bon gré, mal gré, limiter le nombre des publications, leur format et leur tirage. Ainsi s'institua une étonnante compétition à qui décrocherait l'inestimable autorisation.

Mais la dévolution définitive des biens appartenant aux anciennes entreprises de presse n'était, n'est toujours pas réglée. Il s'agit de plusieurs milliards en immeubles, machines et installations de toutes sortes. D'abord confiés à un administrateur provisoire, ces biens le furent ensuite à l'administration des Domaines qui en assurait la gestion et, de six en six mois, voyait renouveler son mandat. Contre cette gestion, souvent déficitaire, les journaux élevaient des plaintes vigoureuses. Et peut-être, en effet, l'administration des Domaines héritant brusquement — tantôt à titre provisoire, tantôt à titre définitif — d'une quantité prodigieuse de biens confisqués ou sequestrés, ne put-elle trouver toujours des gérants aussi parfaitement compétents qu'il l'eût fallu. Il est certain en tout cas qu'elle dut bien souvent s'incliner devant des ordres « politiques », même quand ils paraissaient contraires à une saine gestion. Mais les attaques de la Fédération de la Presse contre les Domaines avaient des causes plus profondes. Celle-ci considérait que les biens des anciens journaux auraient dû lui être dévolus et nombre de ses membres en prenaient prétexte pour laisser à l'État le soin de payer le personnel des imprimeries. Pourquoi s'arrêter en si bonne voie ? On vit des journaux négliger indéfiniment de régler les factures du papier qu'ils avaient consommé et la Fédération recommander à ses

PRESSE D'ARGENT OU PRESSE PARTISANE

membres de ne pas payer leur abonnement à l'agence d'information France-Presse aussi longtemps qu'elle ne serait pas devenue la propriété des journaux, constitués en coopérative. Naturellement on ne se privait pas pour autant des services de l'agence qui ne pouvait dès lors continuer de vivre sans de larges participations de l'État. Les Français allaient-ils être mis dans l'obligation de payer leurs journaux deux fois : en acquittant le prix marqué et en couvrant par le truchement de l'impôt une large part des frais d'exploitation ?

Il faut reconnaître que la S.N.E.P. (Société Nationale des Entreprises de Presse) s'employa sérieusement à faire cesser ce scandale. Déjà, le Comité des Papiers de Presse exigeait que ses factures, grossies d'une partie de l'arriéré, fussent payées immédiatement. Sa sanction : la cessation des livraisons de papier, était assez efficace pour contraindre les récalcitrants. Moins bien partagée à cet égard, l'Agence française de Presse réussissait cependant à régulariser lentement sa situation. Quant à la S.N.E.P., substituée progressivement aux Domaines par la loi du 11 mai 1946, elle avait à prendre en charge la gestion des installations et des biens des diverses entreprises de presse placées sous séquestre, au fur et à mesure que des décrets ministériels lui en assuraient l'attribution. Bien qu'il reste encore à prendre un grand nombre de ces décrets la S.N.E.P. dès maintenant apparaît comme un vaste trust contrôlé par l'État qui pourrait être un premier pas — mais un pas de géant — vers la nationalisation des imprimeries de presse.

La loi du 11 mai en décide autrement. Elle dispose que cette nationalisation est seulement temporaire et que les imprimeries de presse doivent revenir aux journaux lorsque ceux-ci seront en mesure de les racheter. Les imprimeries retourneraient ainsi peu à peu au secteur privé, le prix payé par les nouveaux journaux servirait à indemniser ceux des anciens qui ont été acquittés et la S.N.E.P., ayant ainsi assuré la transition qui était sa raison d'être, n'aurait plus qu'à disparaître.

Il paraît cependant fort douteux que ce plan puisse être exécuté. Laissons de côté une condition préalable exigée par la loi : le vote et la mise en application du statut de la presse. En dépit des innombrables difficultés qu'il soulève et de sa

HUBERT BEUVE-MÉRY

perpétuelle remise en chantier, on peut encore espérer que ce statut sera, dès cette année, voté et appliqué. Mais il est plus facile de créer de nouvelles administrations que de les supprimer. Avouons que si la S.N.E.P. disparaissait purement et simplement après avoir rempli son office, elle créerait par là un précédent assez extraordinaire. Reconnaissons aussi qu'il y aurait danger de n'échapper ainsi aux graves inconvénients de la mainmise de l'État que pour retomber dans les aléas de la gestion capitaliste. Le parlement saura-t-il, pourra-t-il imposer à la presse une réglementation efficace sans la tyranniser ou l'étouffer ?

Mais le principal obstacle est sans doute dans la situation financière des nouveaux journaux. Ceux qui font encore des bénéfices ne sont guère à Paris qu'une demi-douzaine et, même pour ceux-là, les perspectives d'avenir, liées à la situation générale, ne paraissent pas très brillantes. Le gouvernement en effet, qui ne pouvait raisonnablement leur imposer la baisse de 10 %, n'en a pas moins bloqué les prix de vente, alors qu'il augmente sensiblement le prix du papier, multiplie les charges sociales et que les salaires ont subi après la grève de février-mars une importante majoration. Les autres journaux ou bien vivent difficilement ou recourent à des expédients souvent condamnables. On imagine donc assez mal que les journaux, à quelques exceptions près, puissent, même en s'associant entre eux, acquérir rapidement des imprimeries à titre définitif. On a vu au contraire le rôle de la S.N.E.P. s'élargir considérablement sur un plan que la loi n'avait pas prévu. La faillite — non proclamée — des Messageries nationales de Presse avec un découvert de plusieurs centaines de millions, ne permettait plus à celles-ci de poursuivre leur exploitation. Allait-on lever le séquestre qui frappait les installations de la maison Hachette et rendre à celle-ci un monopole pourvu cette fois, du fait même, d'une sorte d'estampille officielle ? Le Parlement s'y est opposé. En attendant qu'il se soit prononcé sur la dévolution des installations de la société et pour assurer dans l'immédiat le transport nécessaire des journaux, la S.N.E.P. a substitué pour un temps sa responsabilité à celle des Messageries défaillantes. Une nouvelle combinaison vient d'être mise sur pied, qui tend à une sorte de gestion commune des Messageries par Hachette et par les journaux

PRESSE D'ARGENT OU PRESSE PARTISANE

associés en coopératives. Assurera-t-on ainsi une synthèse à peu près harmonieuse ou n'est-ce là que la préparation d'un nouveau retour du pendule... ?

A la recherche d'une synthèse.

A la considérer sommairement, la presse française paraît bien animée, en effet, d'une espèce de mouvement pendulaire. Les contradictions et les abus de la liberté ont provoqué une réaction nécessaire. Mais à la faveur de la libération cette réaction dépassait le but que l'on pouvait et devait se proposer. Au libéralisme on substituait l'étatisme, à des trusts privés des trusts de partis, aux méfaits de l'argent les méfaits de la politique. La presse n'offre là qu'un cas particulier des oscillations qui se produisent un peu partout entre les deux grandes forces qui se partagent aujourd'hui le monde. La presse française sera-t-elle demain bon gré, mal gré, soumise à l'État ou aux organisations politiques qui se partagent l'État ? Retomberait-elle, au contraire, aux mains des brasseurs d'affaires qui, naguère, s'en assuraient le contrôle, étant admis bien entendu que les organisations politiques ne répugnent pas nécessairement aux affaires, fussent-elles les moins avouables, non plus que les intérêts privés aux combinaisons politiques fussent-elles les plus dommageables au bien public ? Ou bien parviendrait-on, tant bien que mal, à équilibrer et harmoniser les tendances rivales, à obtenir de l'État une législation qui ne tue pas la liberté et des citoyens qu'ils soient dignes de cette liberté, à créer et faire vivre de nouvelles institutions qui permettent de réaliser les concentrations, peut-être les quasi-monopoles, que paraît exiger aujourd'hui la bonne gestion de certaines entreprises, en évitant à la fois la féodalité ruineuse des États dans l'État et la tyrannie de l'État tout-puissant ?

De ce point de vue, on est en droit de montrer quelque sévérité à l'égard de la presse dite de la résistance. Si elle pouvait être légitimement fière de son activité clandestine pendant la guerre et, depuis la libération, de quelques belles et saines réussites, il est difficile de ne pas la rendre assez largement responsable de l'échec dont elle est aujourd'hui menacée. La Fédération de la Presse, qui était l'émanation et le rassemble-

HUBERT BEUVE-MERY

ment de la presse de la résistance, a eu grand tort de ne pas mettre l'accent dès le départ sur les conditions d'une bonne gestion commerciale. Cela eût été d'autant plus facile que, dans la première période, tous les journaux gagnaient de l'argent. Mais ils auraient dû savoir que ce pactole ne coulerait pas toujours. Faute plus grave encore, la Fédération a toujours répugné à pratiquer dans son propre sein les épurations nécessaires. Peut-être était-il délicat de contester les titres techniques, voire même les titres de résistance, de tel ou tel. Il était en tout cas indispensable de ne pas laisser s'instaurer, sous quelque prétexte que ce fût, les mœurs que l'on avait si violemment dénoncées et que l'on continuait de flétrir à longueur de colonnes. On vit cependant très vite la pénurie de papier donner lieu à des trafics aussi illicites que profitables. La concurrence reprenait aussi ses droits, ce qui était certes nécessaire, mais les procédés les plus condamnables et les plus condamnés refleurissaient avec elle, surtout dans la presse du soir. Les difficultés financières survenant, certains journaux acceptaient de périr — généralement trop tard pour que leur liquidation fût possible sans léser les droits du personnel, des créanciers et de l'État — mais d'autres préféraient pourrir. Il fallait de l'argent, on en trouvait, qui dans la caisse de l'État, qui, dans la main largement tendue d'un aventurier. A l'occasion, on ne reculait pas devant l'émission de chèques sans provision. Quand l'un ou l'autre de ces scandales était dénoncé, la Fédération préférait le recouvrir pudiquement du manteau de Noé. Pour sauver l'honneur de la résistance, l'affaire était mise au compte d'une insuffisance technique ou d'une « légèreté » bien excusables chez des héros. Par cette hypocrisie, c'est toute la résistance qu'on risquait de discréditer, alors que, seule, l'exclusion des brebis galeuses eût permis de tenir tête victorieusement aux accusateurs. De même un des meilleurs moyens de désarmer l'adversaire eût été d'assurer par une gestion impeccable la prospérité des entreprises contestées. Il fallait, en tout cas, faire mieux que les devanciers. A cet égard, la faillite des Messageries nationales de la Presse, qui aggrave considérablement les difficultés des journaux, est une catastrophe qui aurait pu et dû être évitée.

Au total, la presse apparaît comme un microcosme qui reflète assez bien les difficultés plus ou moins inextricables

PRESSE D'ARGENT OU PRESSE PARTISANE

dans lesquelles se débat la France elle-même. L'occasion était belle de faire du neuf. Elle a été assez largement manquée, mais tout n'est pas encore définitivement perdu et d'utiles leçons peuvent toujours être tirées des expériences les plus amères, voire des fautes les plus lourdes. Les lecteurs, les « usagers », comme on dit aujourd'hui, peuvent jouer eux aussi dans cette reprise nécessaire un rôle de premier plan. S'ils voulaient bien se montrer un peu moins crédules, un peu plus exigeants, un peu moins friands d'informations sensationnelles, de titres énormes ou burlesques, d'histoires scandaleuses et de récits grivois, l'effort d'assainissement en serait singulièrement facilité. Après tout, les peuples n'ont peut-être — comme on le dit des gouvernements — que les journaux qu'ils méritent.

Hubert BEUVE-MÉRY.